

Skikda bénéficie de 507 milliards de centimes dans le cadre du PCSCE

La wilaya de Skikda a bénéficié dans le cadre du Plan de soutien à la croissance économique (PCSCE), de 507 milliards de centimes au titre du programme 2007 dont 230 milliards de centimes pour les PCD (Plans communaux de développement). Cette manne financière fait partie des crédits d'équipement alloués aux différentes wilayas et départements ministériels, au siège de son ministère et ce, une semaine après la signature de la loi de finances 2007 par le président de la République.

Elle sera injectée dans 17 opérations touchant l'Education (7), les forêts (3) et la jeunesse et les sports (3), les routes (2) et une opération pour chacun des secteurs de la culture (restauration de la mosquée de Sid-Ali-Lekbir de Collo) et de la DAS (achèvement du projet de la pouponnière implanté dans la bâtisse de l'ex-église).

La grosse part a été englobée par les VRD, 120 milliards, soit près du quart du montant global, et qui seront destinés dans le cadre de la résorption du déficit constaté en la matière. L'état obsolète dans lequel se trouvent les divers réseaux à travers tout le territoire de la wilaya est un indicateur incitatif. Même la



commune du chef-lieu n'est pas épargnée par les retombées néfastes pouvant découler de cet état des lieux.

Le spectre des risques MTH n'est pas encore éloigné, il plane toujours au détour d'une éventuelle infiltration des eaux usées dans l'eau potable. Outre cela, les commodités nécessaires à une vie décente dans la plupart des quartiers, agglomérations urbaines et villages se raréfient au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la commune du chef-lieu. Cette dernière en souffre aussi. L'APC a réservé au titre du BP 2006, près de 6 milliards de centimes pour l'aménagement urbain dans 9 sites

dont 2 implantés à Zeramna.

Près de la moitié de l'enveloppe financière a été réservée aux PCD, soit 230 milliards de centimes. Ce qui représente un peu plus de 6 milliards de centimes pour chaque commune, soit un peu plus de la somme prévue par le wali lors des visites d'inspection effectuées au niveau de chacune d'elles, au cours desquelles des séances de travail se sont tenues avec les responsables locaux, chef de daïra et P/APC, sanctionnées par des évaluations des projets lancés, en cours et en voie de lancement et des perspectives et du déficit spécifique de chaque région.

Skikda est une wilaya qui souffre de la lenteur des projets et d'un recul économique monstre, on ne sait si les 507 milliards de centimes de l'an 2007 pourront les compenser, sinon les réévaluations financières et les programmes complémentaires feront le reste.

Pour rappel, la wilaya a bénéficié, toujours dans le cadre du plan de consolidation au soutien de la relance économique au titre de l'exercice 2006, et du programme complémentaire, d'une manne financière de 21 940 638 000 de dinars, soit plus de 2 100 milliards de centimes, répartis sur trois programmes : programme sectoriel, programmes communaux de développement et réévaluation des opérations lancées. Le bilan de l'an 2006 est en cours d'élaboration par les instances compétentes pour déterminer le taux d'avancement des projets et les crédits de consommation jusqu'au 31 décembre 2006.

A titre d'information, il conviendrait de souligner que 477,7 milliards de dinars pour des autorisations de programmes (AP), prévus sur l'exercice en cours, et dont 989,5 milliards de dinars (soit 76%) ont été notifiés.

Zaïd Zoher

BORDJ-BOU-ARRERIDJ

Le calvaire des jeunes entrepreneurs impayés !

Après une mission-marathon de presque une année dans un chantier gigantesque relatif à des travaux de peinture et de restauration des toitures de quelques bâtiments, de jeunes entrepreneurs se plaignent de ne pas encore avoir perçu leur dû. Les jeunes protestataires attestent avoir reçu des correspondances signées par l'OPGI ; pourtant, l'administration concernée refuse de les payer, sachant que les conditions techniques et ayant trait au délai de réalisation avaient été conclues entre les deux partenaires de l'opération, à savoir l'OPGI et les jeunes entrepreneurs, rapportent les mécontents lesquels n'omettent point de rappeler le montant du projet en question qui s'élève à environ sept milliards de centimes. Sans procès-verbal de réception, sous la contrainte dite administrative, les jeunes entrepreneurs n'avaient d'autre recours que celui des autorités locales pour mettre fin au dilemme auquel ils font face puisque l'accord avait été signé par l'administration locale de la wilaya et que le rôle de l'OPGI consiste seulement à assurer le suivi de l'opération ce qui ne l'engage en rien pour ce qui est du non-paiement de ces jeunes entrepreneurs. Une source autorisée affirme que la wilaya, en coordination avec l'OPGI, aurait saisi les ministères des Finances et de l'Intérieur vu que le problème est national. Apparemment, les procès-verbaux de réception seraient en cours de finalisation et l'enveloppe du projet serait prélevée de l'impôt sur le logement, nous communiquent-ils. En attendant, les jeunes entrepreneurs demeurent coincés par les crédits bancaires (500 millions pour certains), les redevances des fournisseurs de matériaux de construction et les salaires des ouvriers.

Saâdane Ammara

GUELMA/LE SQUARE DE LA PINEDE

Des travaux d'achèvement qui perdurent

Convoitée par des promoteurs immobiliers qui y envisageaient l'édification de bâtiments et de centres commerciaux, la merveilleuse pinède, mitoyenne avec les cités Champ-de-manœuvre et 19-Juin, a été préservée par les élus de l'ancienne APC de Guelma, soucieux de la qualité de vie de leurs administrés. A la faveur d'une délibération approuvée par la tutelle, ils optèrent pour la création d'un square et un bureau d'études avait été chargé de la conception de ce futur lieu de détente.

L'actuelle municipalité, convaincue de l'opportunité de cet ambitieux projet, avait désigné en janvier 2004 une entreprise de travaux publics aux fins de le concrétiser. A la grande satisfaction des riverains, les travaux ont été entamés par des ouvriers qui érigent une clôture dont l'esthétique est indéniable, et également des allées pour permettre l'évolution des visiteurs.

Pour des raisons inexplicables et que d'aucuns attribuent à un manque de crédits, les travaux ont été suspendus voilà bientôt deux ans, au grand dam des visiteurs. Ce site paradisiaque est devenu le refuge des délinquants qui l'investissent dès la tombée de la nuit pour s'adonner à la consommation d'alcool et de drogue. Durant la journée, il abrite de

nombreux couples en quête d'intimité, ce qui offusque le voisinage et surtout les familles.

Ce site gagnerait à être parachévé, à savoir installation de portails, bancs publics, aménagement d'espaces verts et aires de jeux au profit des enfants avides de loisirs sains, mise en place

d'éclairage public... L'affectation de gardiens est indispensable. Durant la saison estivale, la population en quête de fraîcheur, de quiétude et de bien-être, interpelle les édiles de la ville pour permettre le parachèvement de ce square qui agrémentera son quotidien.

Lina Razane

M'SILA

Débrayage à l'école Mohamed-Kherchi

Les enseignants de l'école primaire Mohamed-Kherchi ont observé une journée de débrayage, mardi dernier, en signe de protestation contre les conditions de travail insupportables qu'ils vivent en dépit de moult réclamations, selon les enseignants que nous avons contactés, touchant à plus de vingt missives destinées aux responsables locaux et du secteur, en vain.

Il est à rappeler que cette école a ouvert ses portes en 1976 au profit des élèves de la localité dite Nouara, située au nord-est du chef-lieu. Composée de 9 classes, elle

regroupe 314 élèves sans les moindres conditions de sécurité ou d'hygiène. Quant au mobilier, selon M. Cheïkh, le plus ancien maître de cette école, "aucune rénovation n'a été enregistrée à part un apport d'une dizaine de tables". Les bureaux des enseignants ont pour support des pavés ; quant aux pupitres, ils n'ont pas de sièges.

A propos de la sécurité, l'école est dépourvue de clôture. La plupart des enseignants n'ont pas caché leur inquiétude dans ce sens et nous racontent qu'un enseignant en plein cours a été la

cible d'un malade mental". L'établissement est devenu un lieu de visites même pour les motocyclistes, nous dit-on.

Par ailleurs, la cour, lieu de détente des élèves, est à son état naturel, et les toilettes ne sont pas fonctionnelles.

Le débrayage demeure le seul moyen pour l'enseignant de se faire entendre. A l'école Nouara, que nous avons visitée vers 14 h le jour du débrayage, aucun responsable ne s'est manifesté.

A. Laïdi

TEBESSA

ACCIDENTS DE LA ROUTE

3 morts et 1 blessé grave

L'état dégradé des routes, l'excès de vitesse et le non-respect du code de la route sont souvent à l'origine d'accidents mortels qui endeuillent chaque jour des familles.

En effet, dimanche dernier aux environs de 18h, deux personnes âgées respectivement de 38 et 60 ans ont trouvé la mort dans un accident de la circulation survenu au lieu-dit Argoub-Taga, une mechta de la commune de Ain-Zerga.

L'accident s'est produit à la suite d'une collision entre une Peugeot 504 et une Renault 19. Le conducteur de la 504 et un passager de la R19 sont morts sur le coup tandis que le conducteur de la R19 a été grièvement blessé. Evacué vers l'hôpital de la ville de Tébessa par les éléments de la Protection civile, ce dernier a été placée sous haute surveillance médicale et sera probablement transféré vers le secteur sanitaire de Annaba, son cas ayant été jugé très grave.

Rappelons que dans la même journée, une écolière a été mortellement percutée par un taxi roulant à vive allure sur l'axe routier Tébessa-El Kouif.

Saâdallah Djamel